

ORDONNANCE
relative à la demande de maintien en
hospitalisation complète

Alice GUILLOUX
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01100 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MZV6

Minute n° : 20/00862

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 28 Septembre 2020 à la demande de **Madame Muriel BISMUTH**,

concernant : **Monsieur Yannick [REDACTED]**
né le 12 Mai 1988 à PARIS 15 (PARIS)
131 Route impériale
34670 BAILLARGUES
de nationalité Française

Vu la saisine en date du 05 Octobre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 05 Octobre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Madame Muriel BISMUTH**, tiers
- **Monsieur Yannick [REDACTED]**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 06 Octobre 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Monsieur Yannick [REDACTED]** assisté de Maître Camille ARNOUX FRANCES, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement par Maître Camille ARNOUX FRANCES,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Monsieur Yannick [REDACTED]**

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : moi j'aimerais bien pouvoir sortir des cette après-midi. J'ai tout mis en place avec ma famille pour être héberger chez eux. Il y a plus qu'à les appeler pour leur dire que ma mère peut venir me chercher. Le médecin m'a dit qu'il y aurait une sortie pour la fin de semaine. Je sais que aujourd'hui il y a quelqu'un qui peut accompagner ma mère pour venir me chercher car elle a pas le permis. Les autres jours ça sera compliqué pour elle. Je me sens très bien, je suis en pleine forme. Je n'ai plus de médicaments. Je comprends très bien, ma conjointe m'a quitté, j'ai pris des cachets. J'ai un travail, un fils. J'ai besoin de reprendre ma vie et passer à autre chose. Mon fils est plus important que tout. Ne pas le voir pendant toute l'hospitalisation, ça m'a fait réfléchir.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :

Sa sortie est en cours d'organisation. Aujourd'hui il souhaite sortir des aujourd'hui. Dans le dernier avis médical il est mentionné qu'une sortie est prévue. Il reste encore hospitalisé pour une question d'organisation.

La décision est mise en délibéré au 07 octobre 2020 dans l'après-midi.

Motifs de la décision

L'avis médical du docteur Alexandra MACGREGOR en date du 05 octobre 2020 préconise la poursuite des soins sous la forme d'une hospitalisation complète, à l'égard de Monsieur Yannick CHANTEAU.

L'article R.3211-24 du code de la santé publique dispose que : "La saisine est accompagnée des pièces prévues à l'article R. 3211-12 ainsi que de l'avis motivé prévu au II de l'article L. 3211-12-1. Cet avis décrit avec précision les manifestations des troubles mentaux dont est atteinte la personne qui fait l'objet de soins psychiatriques et les circonstances particulières qui, toutes deux, rendent nécessaire la poursuite de l'hospitalisation complète au regard des conditions posées par les articles L. 3212-1 et L. 3213-1."

L'article L.3212-1 du code de la santé publique prévoit que : "Une personne atteinte de troubles mentaux ne peut faire l'objet de soins psychiatriques sur la décision du directeur d'un établissement (...) que lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- 1° Ses troubles mentaux rendent impossible son consentement ;
- 2° Son état mental impose des soins immédiats assortis soit d'une surveillance médicale constante justifiant une hospitalisation complète, soit d'une surveillance médicale régulière justifiant une prise en charge sous la forme mentionnée au 2° du I de l'article L. 3211-2-1."

En l'espèce, l'avis médical de ~~soins psychiatriques~~ : "Admis pour crise suicidaire (...) Amélioration du contact avec ce jour un discours calme et une projection dans l'avenir, une critique des idées suicidaires et de l'hétéro-agressivité manifestée avant son séjour. Personnalité immature et impulsive. Accepte des soins ambulatoires (consultations et traitement médicamenteux) mais minimise encore ses symptômes dépressifs. Une sortie est en cours d'organisation avec sa famille proche."

Cet avis médical ne décrit plus aucun trouble mental actuel, n'évoquant que quelques traits de personnalité, immaturité et impulsivité.

Cet avis médical n'indique pas non plus les circonstances particulières rendant nécessaires la poursuite de l'hospitalisation complète, ni l'incapacité pour le patient de consentir aux soins. L'organisation de la sortie avec la famille proche n'est aucunement une circonstance explicitant la nécessité de soins immédiats assortis d'une surveillance médicale constante.

En conséquence, il convient de considérer que les conditions du maintien des soins sous contrainte sous la forme d'une hospitalisation complète ne sont plus réunies et de donner mainlevée de cette mesure en rejetant la demande de maintien du directeur de l'établissement.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

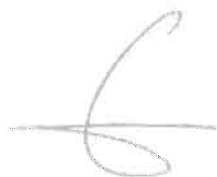
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur Yannick CHANTEAU et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 07 Octobre 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification envoyée le 07 Octobre 2020:

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur Yannick ~~CHIFFRE~~ par l'intermédiaire du CHU
- Maître Camille ARNOUX FRANCES , par courriel

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 07 octobre 2020 à 15H46

Le greffier



Jean-Christophe TIXIER
Vice-Procureur

Nous, _____, procureur de la République, déclarons :

- ☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
- ☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :



Jean-Christophe TIXIER
Vice-Procureur

